

Chili

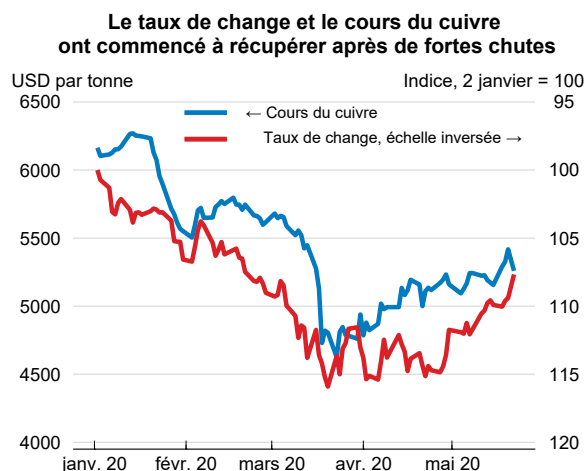
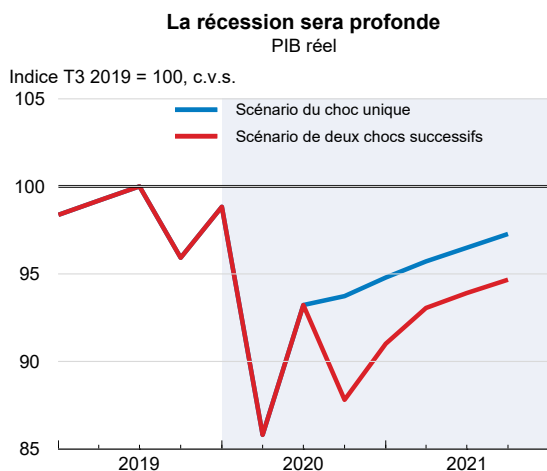
Après les mouvements de contestation sociale de fin 2019, l'épidémie de maladie à COVID-19 et la baisse des cours des produits de base plongeront l'économie dans sa récession la plus grave depuis 1982. Si une deuxième vague déferle plus tard dans l'année, le PIB chutera de 7 % et commencera à rebondir uniquement en 2021. Si la pandémie actuelle marque le pas, une reprise tirée par la consommation s'amorcera au troisième trimestre de 2020, même si le PIB reculera tout de même de 5.6 % en 2020. Une reprise mondiale atone continuera à peser sur le commerce.

Les autorités ont adopté rapidement un ensemble de mesures budgétaires et monétaires sans précédent afin d'atténuer les effets du COVID-19, en dotant le secteur de la santé de ressources, en garantissant les revenus des ménages et en préservant les emplois et le fonds de roulement, surtout pour les PME. Il faudrait amplifier les mesures monétaires le cas échéant afin de fournir des liquidités pour soutenir la demande intérieure et les activités des entreprises. La marge de manœuvre budgétaire existante pourrait être utilisée pour aider davantage les PME et assurer des transferts ciblés supplémentaires aux familles les plus vulnérables en vue de favoriser une reprise inclusive et d'éviter les conséquences négatives durables sur l'emploi, la pauvreté et les inégalités.

Le Chili a vite réagi pour endiguer la propagation du COVID-19

La pandémie de COVID-19 a touché le Chili en mars 2020. La propagation du virus a été inégale dans tout le pays, la Région métropolitaine de Santiago concentrant plus de 50 % du total des infections. Le Chili augmente en permanence ses capacités en unités de soins spécialisés dans l'assistance respiratoire et est en mesure de réaliser plus de 15 000 tests par jour.

Chili



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107 ; Banque centrale du Chili ; et Refinitiv.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934139138>

Chili : Demande, production et prix (scénario de deux chocs successifs)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants milliards de CLP	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2013)				
Chili: scénario de deux chocs successifs						
PIB aux prix du marché	169 537.4	1.4	4.0	1.0	-7.1	1.9
Consommation privée	107 485.1	3.4	3.7	1.1	-16.5	-0.9
Consommation publique	23 361.9	4.6	4.3	0.0	8.1	4.4
Formation brute de capital fixe	38 544.7	-3.1	4.8	4.3	-15.0	-0.9
Demande intérieure finale	169 391.7	2.1	4.0	1.6	-12.5	0.1
Variation des stocks ¹	- 887.1	0.8	0.7	-0.5	0.3	0.0
Demande intérieure totale	168 504.5	3.0	4.8	1.2	-12.1	0.1
Exportations de biens et services	47 722.4	-1.5	5.1	-2.2	1.9	4.4
Importations de biens et services	46 689.6	4.6	7.9	-2.3	-17.7	-1.5
Exportations nettes ¹	1 032.8	-1.7	-0.7	0.0	5.6	1.8
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	4.6	2.3	2.7	3.2	2.6
Indice des prix à la consommation	—	2.2	2.4	2.6	3.6	3.1
Déflateur de la consommation privée	—	2.6	2.6	1.9	2.7	3.1
Taux de chômage (% de la population active)	—	7.0	7.4	7.2	10.1	11.0
Solde de l'administration centrale (% du PIB)	—	-2.8	-1.6	-1.8	-8.2	-3.2
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-2.3	-3.6	-3.9	0.5	2.7

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934137447>

Le 18 mars, l'état d'urgence a été déclaré pour 90 jours, et ce pour la deuxième fois au cours des cinq derniers mois, la première étant intervenue après les mouvements de contestation sociale d'octobre 2019. Toutes les écoles et universités sont fermées depuis le 16 mars et la date des vacances d'hiver a été avancée. Toutes les frontières sont fermées et l'entrée dans le pays par voie aérienne est limitée au retour des ressortissants et des résidents. Un couvre-feu national est en vigueur jusqu'à nouvel ordre. Parallèlement, des mesures de confinement et la fermeture des activités non essentielles concernent l'ensemble des quartiers du Gran Santiago à compter du 15 mai et d'autres territoires particulièrement touchés.

L'économie est manifestement touchée

Les mesures d'endiguement concernent environ un cinquième de l'économie. Les hôtels et restaurants, qui représentent 2.3 % du PIB, ont fermé leurs portes. Le secteur du transport, qui pèse 5 % du PIB, et celui des ventes au détail fonctionnent à 50-60 % de leurs capacités, ce qui menace l'emploi dans ces derniers. Les expéditions à l'exportation se sont effondrées, en particulier de fruits, de légumes, de saumon et de produits forestiers. Toutefois, le secteur des industries extractives a bien résisté : il a fait état de retards et de problèmes logistiques mais pas d'une interruption des commandes. La production minière exprimée en volume a augmenté de 0.8 % en glissement annuel en mars. Les fluctuations récentes des

Chili : Demande, production et prix (scénario du choc unique)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants milliards de CLP	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2013)				
Chili: scénario du choc unique						
PIB aux prix du marché	169 537.4	1.4	4.0	1.0	-5.6	3.4
Consommation privée	107 485.1	3.4	3.7	1.1	-13.9	3.3
Consommation publique	23 361.9	4.6	4.3	0.0	8.1	4.4
Formation brute de capital fixe	38 544.7	-3.1	4.8	4.3	-13.7	-0.1
Demande intérieure finale	169 391.7	2.1	4.0	1.6	-10.6	2.7
Variation des stocks ¹	- 887.1	0.8	0.7	-0.5	0.3	0.0
Demande intérieure totale	168 504.5	3.0	4.8	1.2	-10.2	2.8
Exportations de biens et services	47 722.4	-1.5	5.1	-2.2	2.1	5.7
Importations de biens et services	46 689.6	4.6	7.9	-2.3	-16.2	3.8
Exportations nettes ¹	1 032.8	-1.7	-0.7	0.0	5.2	0.8
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	4.6	2.3	2.7	3.2	2.6
Indice des prix à la consommation	—	2.2	2.4	2.6	3.6	3.1
Déflateur de la consommation privée	—	2.6	2.6	1.9	2.8	3.1
Taux de chômage (% de la population active)	—	7.0	7.4	7.2	9.5	8.7
Solde de l'administration centrale (% du PIB)	—	-2.8	-1.6	-1.8	-8.0	-3.1
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-2.3	-3.6	-3.9	0.1	1.3

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934137466>

marchés financiers intérieurs témoignent globalement de la volatilité des marchés financiers internationaux. Le peso chilien s'est fortement déprécié de 10 points au début de la crise mais a ensuite été l'une des devises des pays émergents qui se sont particulièrement appréciées par rapport au dollar des États-Unis. En outre, les cours des métaux se sont effondrés, en particulier ceux du cuivre, malgré une remontée plus récemment. L'impact de la baisse des cours du cuivre est en partie amoindri par la chute plus brutale des cours du pétrole, sachant que le pays est un importateur net de pétrole.

La riposte des pouvoirs publics a été de grande ampleur et rapide

Compte tenu de la grande marge de manœuvre budgétaire, un train de mesures budgétaires ambitieuses et temporaires a été adopté en mars (4.7 % du PIB) puis un autre en avril (2 % du PIB) pour venir en aide aux travailleurs pénalisés et fournir des liquidités et un fonds de roulement aux entreprises, notamment aux PME. Un mécanisme de protection des revenus du travail a été mis en place, ce qui a permis la suspension provisoire de la relation contractuelle lorsque le télétravail n'est pas possible. En outre, à la fin du mois de mars, la banque centrale a ramené son taux d'intérêt à 0.5 %, a reconduit son programme de liquidités en peso et en dollar via des opérations de mise en pension et d'échange, et a annoncé une nouvelle facilité de financement conditionnelle dans laquelle les banques peuvent accéder à un total de 4.8 milliards USD sous la forme de prêts sur quatre ans au taux directeur (0.5 %), avec 19.2 milliards USD supplémentaires en fonction de crédits additionnels à des branches plus en difficulté. La fenêtre qui avait été ouverte en novembre 2019 après les événements sociaux pour vendre des dollars a aussi été élargie. Ces mesures sans précédent devraient limiter la destruction d'emplois et de capitaux à un moment où une grande partie de l'économie est à l'arrêt.

La croissance sera fortement et durablement pénalisée

Après la crise provoquée par les vastes mouvements de contestation sociale fin 2019, la lutte contre l'épidémie de COVID-19 se soldera par une récession économique en 2020. En cas de recrudescence des infections vers fin 2020, la production devrait chuter de 7 % en 2020. La contraction brutale résultera d'un ralentissement des exportations, étant donné la chute des cours du cuivre et la perturbation des chaînes de valeur mondiale et régionale, de l'impact négatif des mesures d'endiguement sur la consommation et l'emploi et de l'incertitude entourant le revenu des ménages. Les effets de la pandémie aux États-Unis et en Chine auront une forte incidence sur le Chili puisque ces deux économies représentent près de la moitié du total des exportations et des investissements étrangers. En revanche, le marché du travail devrait assez bien résister, comme cela fut le cas pendant les tensions sociales, avec une hausse modérée du chômage et de l'emploi informel. L'économie chilienne devrait rebondir en 2021 mais, en cas de deuxième vague, le niveau de production fin 2021 sera inférieur de 6 % à celui d'avant les événements sociaux de fin 2019.

Les priorités des pouvoirs publics pour soutenir la reprise

Les infections au COVID-19 pourraient à nouveau toucher le pays, directement ou indirectement à travers les effets sur d'autres pays. Les autorités doivent donc se tenir prêtes à réagir le cas échéant. En attendant qu'un traitement efficace ou un vaccin soit disponible, les priorités immédiates devraient être d'accroître les capacités pour massivement dépister, suivre les malades et tracer leurs contacts et de proposer des traitements médicaux à tous les patients, qu'ils soient assurés ou non. Il est en outre important de soutenir le personnel de santé et de renforcer l'offre de matériel médical et de protection pour l'ensemble de la population afin d'amortir le choc d'une deuxième vague et de sauver des vies. Des institutions crédibles et une politique budgétaire viable ont placé l'économie dans une situation favorable avant le début de la crise sociale et l'apparition du virus, ce qui lui laisse une marge pour prendre de nouvelles mesures budgétaires et monétaires de soutien à l'économie s'il y a lieu. Des mesures budgétaires s'imposent pour aider les entreprises et en particulier les PME, par exemple le nouveau report ou l'annulation du paiement de l'impôt sur les sociétés et de la TVA et l'augmentation du mécanisme de financement conditionnel et de la ligne de crédit sous la forme de liquidités ainsi que des transferts aux familles les plus vulnérables, dont des transferts monétaires non conditionnels, des reports et réductions d'impôt, des paniers de produits ou la suspension du paiement des factures de services publics essentiels.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 1

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/0d1d1e2e-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2020), « Chili », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/493c1579-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.